

PC39-10 Complément

ATTESTATION DE COMPLÉMENT A LA NOTICE ACCESSIBILITE

N° urbanisme : PC 031 555 23 C 0309

Dans le cadre de l'opération de construction de l'Annexe du Centre d'Activités Polyculturel (CAP et de la mise en conformité accessibilité du bâtiment existant, l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées a déposé une demande de permis de construire (Cf. référence ci-dessus) en date du 12 Mai 2023.

RAPPEL DU CONTEXTE

Comme expliqué dans le document « Introduction au dossier PC » (*en pièce jointe, pour mémoire*), le dossier cité ci-dessus consiste en un nouveau dépôt de la demande de permis de construire datant du 26 Octobre 2022 (N° urbanisme : PC 031 555 22 A 0691), et ayant déjà fait l'objet d'une instruction au titre de l'accessibilité.

Ce dossier n'a fait l'objet d'aucune modification, ce n'est donc pas un PC modificatif, mais bien un nouveau permis sur les bases du PC initial. L'intégralité du dossier PC initial, ainsi que les compléments au dossier accessibilité demandés par la DDT et les 2 pièces complémentaires manquantes ont été présentées.

En date du 14 Juin 2023, la DDT 31 nous a contacté afin d'apporter des précisions, en se basant sur les prescriptions formulées lors de la première instruction de ce dossier (*voir PV de la Commission Consultative Départementale de sécurité et d'accessibilité du mardi 10 janvier 2023, ci-joint*).

Ce document n'ayant jamais été transmis, la présente attestation vise donc à apporter ces précisions, afin de lever les incertitudes et obtenir les autorisations administratives permettant de réaliser ce projet.

PRESCRIPTIONS COMMUNES

1 - ACCES (ARTICLE 4)

Comme précisé dans la Notice accessibilité et ses compléments :

Dispositions communes au bâtiment neuf (Annexe) et au bâtiment existant (CAP) :

- les poignées de porte d'entrée seront situées à plus de 0,40m d'un angle rentrant de paroi ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant, et à une hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m.
- Mise en place d'une signalétique permettant de repérer les entrées principales des deux bâtiments : elle sera contrastée par rapport à leur environnement immédiat et leur support.

Annexe : Etablissement de 5ème catégorie. Pas de personnel présent sur place, pas de visiophone, pas d'accueil sonorisé ni de boucle à induction. L'accès au bâtiment se fait de manière autonome, par l'intermédiaire d'un lecteur de badge. Le lecteur de badge sera facilement repérable, et situé à plus de 0,40m d'un angle rentrant de paroi ou de tout obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant et à une hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m.

Agrandissement des loges et mise en conformité accessibilité du CAP (bâtiment existant) :

Etablissement de 2ème catégorie. Le projet prévoit :

- La mise en place d'une boucle d'induction magnétique dans la salle de spectacle
- La mise en place d'une boucle d'induction magnétique dans le Hall / Foyer / Bar / Billetterie
- La mise en place d'une balise sonore au droit de l'entrée principale

2 - CIRCULATIONS INTERIEURES (ARTICLE 6)

Dispositions communes au bâtiment neuf (Annexe) et au bâtiment existant (CAP) :

Les aménagements des salles ont des largeurs minimum de 1,40m avec réductions ponctuelles possibles à 1,20m.

Annexe : circulations d'une largeur de 1,50m, dimensions repérées sur le plan PC39-8b.

Agrandissement des loges et mise en conformité accessibilité du CAP (bâtiment existant) :

- circulations d'une largeur de 1,40m minimum dans les loges créées, dimensions repérées dans le carnet de plans PC39-8c.
- circulations d'une largeur de 1,20m avec rétrécissement ponctuel à 1,16m dans les sanitaires existants (cadre bâti existant), dimensions repérées dans le carnet de plans PC39-8c.

3 - EMBLACEMENT ASSIS (ARTICLE 16)

Agrandissement des loges et mise en conformité accessibilité du CAP (bâtiment existant) : les robinetteries situées dans les douches adaptées des loges seront situées latéralement par rapport à l'équipement permettant de s'asseoir.

PRESCRIPTIONS POUR LA PARTIE NEUVE (ANNEXE)

4 - SANITAIRES (ARTICLE 12)

Le sens de transfert sera indiqué sur la porte du cabinet d'aisance adapté par l'intermédiaire d'un pictogramme adapté.

PRESCRIPTIONS POUR LA PARTIE EXISTANTE (CAP)

5 - PORTES (ARTICLE 10)

Les portes remplacées ou modifiées présenteront un contraste visuel par rapport à leur environnement au niveau de leur encadrement et des dispositifs d'ouverture.

6 - EQUIPEMENTS (ARTICLE 11)

Au niveau de la Billetterie / Bar, il est prévu :

- La mise en place d'un éclairage renforcé, uniforme et non éblouissant au droit des 2 points d'accueil
- La mise en place d'une boucle d'induction magnétique dans le Hall / Foyer / Bar / Billetterie
- La modification des deux éléments de mobilier existant (Bar et Billetterie), présentant un contraste visuel par rapport à leur environnement. Une signalisation permettra de les repérer, visible et lisible en position debout comme en position assis : les informations fournies aux usagers présenteront des caractères d'une hauteur minimale de 15mm pour les éléments d'orientation, 4,5mm pour les autres éléments, accompagnées de pictogrammes.

7 - CAISSE (ARTICLE 19)

La Billetterie / Bar sera munie d'un affichage directement lisible par l'utilisateur afin de permettre aux personnes sourdes ou malentendantes de recevoir l'information sur le prix à payer.

Le demandeur
Université de Toulouse

Fait à Toulouse
Le 26 juin 2023

Signature

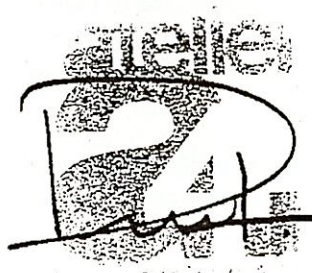
**Le Président
de l'Université de Toulouse**

Michael TOPLIS

Le maître d'œuvre chargé de la mission de
conception du projet (PC)
M. Patrick PINEL, architecte DPLG, maître d'oeuvre

Fait à TOULOUSE, le 22 Juin 2023

Signature



INTRODUCTION DOSSIER PC

Dans le cadre de l'opération de construction de l'Annexe du Centre d'Activités Polyculturel (CAP) et de la mise en conformité accessibilité du bâtiment existant, l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées a déposé une demande de permis de construire en date du 26 Octobre 2022 (N° urbanisme : PC 031 555 22 A 0691).

Ce dossier a fait l'objet d'une demande de pièces complémentaires transmise par les services de la Direction départementale des territoires de la Haute-Garonne le 25 novembre 2022.

Cette demande concernait deux documents manquants au dossier :

- **PC13** : Dans les zones P.P.R., l'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte
- **PC40** : Engagement sur la solidité

Les deux pièces complémentaires citées ci-dessus n'ont pas été déposées dans les délais impartis : le dossier n'a donc pas été instruit dans son intégralité.

Par la présente, nous vous soumettons à nouveau ce dossier et sollicitons une nouvelle instruction : **celui-ci n'a fait l'objet d'aucune modification**, et comporte :

- l'intégralité des pièces déposées en date du 26 octobre 2022 (PC et PC39/40)
- les compléments au dossier accessibilité adressés le 16 décembre 2022 aux services de la DDT, suite à une demande formulée par mail le 8 décembre 2022 (*cf demande mail de la DDT jointe à la présente introduction*)
- les 2 pièces complémentaires demandées par courrier le 23 novembre 2022 (*cf courrier de la DDT joint à la présente introduction*)

Pour information, ce dossier a d'ores et déjà fait l'objet d'une instruction et d'un avis favorable au titre de l'accessibilité (*cf courrier du Préfet de la Haute-Garonne datant du 10 janvier 2023 joint à la présente introduction*).

Le maître d'œuvre chargé de la mission de conception du projet (PC)

M. Patrick PINEL, architecte DPLG, maître d'oeuvre

Fait à TOULOUSE
Le 12 mai 2023

Signature



De: **LOPES Florbela - DDT 31/SLCD/PBDA/UAS** florbela.lopes@haute-garonne.gouv.fr
Objet: PC 03155522A0691 CAP UFTMP Toulouse
Date: 8 décembre 2022 à 09:38
À: clotilde.chapelon@atelier4.fr
Cc: patrick.pinel@atelier4.fr

Bonjour,

Suite à notre communication téléphonique d'hier, le système de tablette rabattable (au niveau de la billetterie) ne plait pas en général, on préfère une tablette fixe. De même, je mets des réserves sur une plateforme mobile ouverte, sans garde ou chasse roue et les poteaux sur le cheminement (les 2 près de l'accès au parvis et 1 au niveau des stationnements) qui pourraient gêner les bons usages malgré toutes précautions.

Certains éléments manquants ou non précis au niveau de la notice ou sur les plans pourraient engendrer un avis défavorable pour incohérence ou incomplétude.

L'absence de justification par un professionnel (architecte pour impossibilité technique, comptable pour disproportion manifeste) et la non présence des solutions proposées précises et détaillées pour l'accompagnement de la PH pour plateforme dans le cadre de la dérogation pourraient être défavorable aussi.

Je vous propose donc de :

Ré-étudier les éventuelles possibilités pour les éléments ci-dessus (tablette de la billetterie, suppression des poteaux, sécurisation de plateforme mobile et sa justification),

Sinon et dans tous les cas, pourriez-vous compléter la demande par les éléments suivants :

- un plan de masse des 2 établissements (annexe CAP neuve et bâtiment existant) récapitulant schématiquement **les parties ouvertes au public et les autres** ;

- pour la **dérogation**, une **attestation rédigée et signée par l'architecte** précisant et expliquant l'impossibilité technique d'installer rampe fixe ou amovible aux normes, que toutes les solutions ont été étudiées, la hauteur de course exacte à franchir, le type de plateforme choisie (PAV 1000 ?), le nom du fabricant, s'il y aura bien un contrat d'entretien, qu'il est bien sécurisé (garde ou chasse roues pour éviter les descentes ou chutes de personnes en fauteuil ou ce qu'il est prévu pour cela, la dimension et hauteurs des commandes, les appuis de la PH sur cette plateforme, la formation du personnel à son utilisation et l'accompagnement, dispositions prévues (qui utilise ? comment est accompagné la PH quand elle se présente, existe une personne permanente ou dispositifs d'appels ?) ;

- une **attestation "d'engagement/ complément à la notice** (accompagné des plans, zooms correspondants s'il y a lieu) signée des 2 parties, précisant ou justifiant les éléments suivants :

- bâti dans cadre ADAP (préciser n° ADAP et date),
- bandes de guidages sur le cheminement respectant l'annexe 6 (art.2),
- la sonorisation et la BIM (obligatoire pour ERP cat.2),
- sorties bien visibles sans confusions avec sorties de secours (art.13),
- acoustique (art.9 bien respecté),
- loge 1 et 2 (maquillage), préciser dimensions des mobiliers avec vides en parties inférieures, localiser sur plan les espaces usages, zone de giration... (+ zoom, plan correspondant)
- douches loge 1 et 2, préciser F ou H et que sera bien signalé par pictos,
- tablette rétractable de la billetterie, préciser sa sécurité, qu'elle supporte bien poids d'un appui, qu'elle sera toujours libre d'accès, qu'elle ne se lèvera pas ou ne se baissera pas au moment de l'utilisation),
- préciser que les salles de l'annexe CAP sont vides, sans mobiliers fixes,
- dans sanitaires bâti existant, la distance entre les barres d'appuis et les cuvettes respectent bien la norme (art.12),
- préciser que la configuration de la salle de spectacle du bâti existant est celle de l'annexe 3, nommée "configuration 2 :

théâtre avec scène et gradins" en précisant que respect des normes.

Cette demande devant passer à la SCDA du 10/01/2022, je vous remercie de bien vouloir me transmettre ces éléments, par retour de mail, **avant le vendredi 16/12/2022.**

Une copie de ces éléments sera à transmettre à la mairie de Toulouse.

Dans l'attente et vous en remerciant,

Cordialement.

Florbela LOPES

Adjointe à la cheffe d'unité accessibilité et sécurité

Service Logement et Construction Durables

Pôle Bâtiments Durables et accessibilité- Unité Accessibilité et sécurité

Cité Administrative - 2 Bd Armand Duportal - BP 70001

31074 Toulouse Cedex 9

Tél. : 05 81 97 72 31 Port. : 07 84 58 64 70

www.haute-garonne.gouv.fr



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale des Territoires de Haute-Garonne





**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Dossier n° PC 031 555 22 A0691

Date de dépôt : 26 octobre 2022

Demandeur : UFTMP, représenté par Monsieur
Marc RENNER

Pour : construction d'un bâtiment, modification
de l'existant et mise en conformité sécurité et
accessibilité

Adresse terrain : 118 route de Narbonne à
Toulouse (31400)

Direction départementale des territoires de la
Haute-Garonne
Bd A. Duportal
Cité administrative - Bât. A
31074 Toulouse cedex 9
Affaire suivie par :
Karine LEMARCHAND
05 81 97 72 83 / 06 70 17 74 03
ddt-uads@haute-garonne.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires
à
ATELIER D'ARCHITECTURE A4
Représenté par Monsieur Patrick PINEL
59 avenue Crampel
31400 Toulouse

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire le 26/10/2022, pour un projet de construction d'un bâtiment, modification de l'existant et mise en conformité sécurité et accessibilité, situé 118 route de Narbonne à Toulouse (31400).

Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre demande était en principe de **3 mois**, mais que l'administration pouvait, dans le mois suivant le dépôt de votre dossier, vous écrire :

- Soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
- Soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
- Soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où une autorisation tacite n'est pas possible.

Je vous informe que le délai d'instruction de votre projet doit effectivement être modifié :

MODIFICATION DU DELAI D'INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE PERMIS

Après examen de votre demande, il s'avère que :

- Votre projet porte sur un établissement recevant du public et en application de l'article R. 425-15 du code de l'urbanisme le permis de construire doit faire l'objet de l'accord de l'autorité compétente.

Je vous informe en conséquence que pour permettre de respecter cette obligation, **le délai d'instruction de votre demande de permis de construire doit être porté à 5 mois** en application de l'article R. 423-28 b) du code de l'urbanisme.

Ce délai annule et remplace le délai de droit commun de 3 mois qui figure sur le récépissé de dépôt de votre demande de permis de construire.

D'autre part, je vous informe que votre dossier n'est pas complet.

DEMANDE DE PIÈCES MANQUANTES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS

Après examen des pièces jointes à votre demande de permis de construire, il s'avère que les pièces suivantes sont manquantes ou insuffisantes :

- **PC 13** : Dans les zones P.P.R., l'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme] ;
- **PC 40** :
Engagement sur la solidité :
Article 45 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité :

En application de l'article 4 du présent décret, lors du dépôt de la demande de permis de construire prévu à l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ou de l'autorisation de travaux prévue à l'article R. 123-23 du code de la construction et de l'habitation, le maître d'ouvrage s'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code de la construction et de l'habitation, notamment celles relatives à la solidité. Cet engagement est versé au dossier et la commission en prend acte.

En l'absence de ce document, la commission de sécurité ne peut examiner le dossier.

Je vous informe qu'en conséquence, et en application de l'article R.423-39 du code de l'urbanisme :

- Vous devez adresser cette pièce à la mairie **dans le délai de 3 mois à compter de la réception du présent courrier**. La mairie vous fournira un récépissé ;
- Si votre dossier n'est pas complété dans ce délai, **vosre demande sera automatiquement rejetée** ;
- Par ailleurs le délai d'instruction de votre demande de permis de construire ne commencera à courir **qu'à compter de la date de réception de la pièce manquante par la mairie**.

Une fois votre dossier complété, le délai d'instruction de votre demande commencera à courir. Si vous ne recevez pas de réponse de l'administration à la fin du délai de 5 mois après le dépôt de toutes les pièces manquantes en mairie, votre demande sera automatiquement acceptée et votre projet fera l'objet d'un permis de construire tacite¹.

Vous pourrez alors commencer les travaux² après avoir :

- Adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407*01 à la mairie ou sur le site internet : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/> ;
- Affiché sur le terrain le présent courrier ;
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1. ¹ Le maire en délivre certificat sur simple demande.

2. ² Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas du permis de démolir, ou des travaux situés en site inscrit, ainsi que des travaux faisant l'objet de prescriptions au titre de l'archéologie préventive.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à Toulouse, le 23/11/2022,

Le fonctionnaire ayant délégation de signature,



K. LEMARCHAND.

Durée de validité du permis : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.



25/11/2022 10:00:00 17/03/21

PC 031 555 22 A0691 LPM 2523272480U00001
2523272480U00001 00000 1E00577224380



ATELIER D'ARCHITECTURE A4
M PATRICK PINEL
59 AVENUE CRAMPEL
31400 TOULOUSE



2523272480U00001



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

DOSSIER N° AT 031 555 22 Z 0691

N° urbanisme : PC 031 555 22 A 0691

Commune : TOULOUSE

Demandeur : UNIVERSITE FEDERALE TOULOUSE MIDI PYRENEES - COMUE représenté(e)
par M RENNER Marc

Adresse du demandeur : 41 allées Jules Guesdes - CS 61321 - 31013 TOULOUSE CEDEX 6 31013
TOULOUSE CEDEX 6

Nom établissement : CENTRE D'ACTIVITES POLYCULTUREL (CAP)

Adresse des travaux : 118 route de Narbonne 31400 TOULOUSE

Type : L Salles à usage d'audition, de conférence, de réunion, de spectacles ou à usages multiples /
Catégorie ERP : 2.

Nature des travaux :

Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité.

Mise en accessibilité du bâtiment existant du centre d'activités polyculturel (CAP) de l'université Paul Sabatier III (agrandissement des loges, restructurations des sanitaires publics, rénovation du mobilier d'accueil, adaptation de l'accès à la scène, traitement des marches isolées des issues de secours, remplacement des équipements électriques et renforcement de la signalisation) et construction d'un bâtiment accolé au bâtiment existant pour des activités associatives.

Demande de dérogation : oui, 1 point(s) dérogatoire(s)

Point dérogatoire 1 (Impossibilité technique) : Une dérogation est demandée car il n'est pas possible d'installer une rampe fixe ou amovible aux normes pour accéder à la scène de spectacle qui est modulable et déplaçable dans la salle en fonction des spectacles donnés. La hauteur de la scène est variable, allant de 20 cm à 80 cm et est accessible aussi par des escaliers de 3 marches sur deux côtés. La structure du bâti existant est contraignante et la mise en place d'une rampe fixe ou amovible réduirait l'espace utilisable en allant contre l'activité propre de l'établissement qui repose sur la modularité, le déplacement de la scène.

Les mesures proposées sont :

- traitement des escaliers d'accès (3 marches) à la scène sur deux côtés (contrastes des première et dernière marches, mises en place de bandes d'éveil à la vigilance, main courante rétractables),
- plateforme mobile PAV 1100 pouvant franchir jusqu'à 1100 mm.

VU la demande de dérogation référencée ci-dessus,

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

VU l'avis formulé le mardi 10 janvier 2023 par la SCDA ;

Considérant les éléments reçus le 16/12/2022,

Considérant que la demande de dérogation est justifiée par un homme de l'art,

Considérant que l'accès à la scène est permis par des marches accessibles sur deux côtés,

Considérant le projet d'une plateforme élévatrice mobile,

Considérant que le maître d'ouvrage s'engage à souscrire un contrat d'entretien et de dépannage dans le but d'assurer un usage permanent du matériel et prévoit des délais d'intervention très courts en cas de panne, sous peine de pénalité,

Considérant que le personnel de l'établissement sera formé à l'usage de cet appareil et à l'assistance aux personnes en situation de handicap,

ARRÊTE

Article 1

La dérogation est **accordée**.

Article 2

Le directeur départemental des territoires et le maire de la commune du projet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

A TOULOUSE, le mardi 10 janvier 2023,

Pour LE PRÉFET et par délégation,

**L'adjointe au Chef du Service Logement
et Construction Durables de la DDT**



Isabelle SAINT PIERRE

Voies de recours :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. Le demandeur pourra également saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le même délai. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr sur l'ensemble du territoire français.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des
territoires

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDT 31/SLCD/PBDA/UAS

Dossier suivi par :
Florbel LOPES

SCDA

Tél. : 05 81 97 72 59

Réunion du mardi 10 janvier 2023

ddt-accessibilite@haute-ga-
ronne.gouv.fr

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 031 555 22 Z 0691

N° urbanisme : PC 031 555 22 A 0691

Commune : TOULOUSE

Demandeur : UNIVERSITE FEDERALE TOULOUSE MIDI PYRENEES - COMUE représenté(e)
par M RENNER Marc

Adresse du demandeur : 41 allées Jules Guesdes - CS 61321 - 31013 TOULOUSE CEDEX 6 31013
TOULOUSE CEDEX 6

Nom établissement : CENTRE D'ACTIVITES POLYCULTUREL (CAP)

Adresse des travaux : 118 route de Narbonne 31400 TOULOUSE

Nature des travaux :

Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité

Mise en accessibilité du bâtiment existant du centre d'activités polyculturel (CAP) de l'université Paul Sabatier III (agrandissement des loges, restructurations des sanitaires publics, rénovation du mobilier d'accueil, adaptation de l'accès à la scène, traitement des marches isolées des issues de secours, remplacement des équipements électriques et renforcement de la signalisation) et construction d'un bâtiment accolé au bâtiment existant pour des activités associatives.

Demande de dérogation : oui, 1 point(s) dérogatoire(s)

Point dérogatoire 1 (Impossibilité technique) : Une dérogation est demandée car il n'est pas possible d'installer une rampe fixe ou amovible au x normes pour accéder à la scène de spectacle qui est modulable et déplaçable dans la salle en fonction des spectacles donnés. La hauteur de la scène est variable, allant de 20 cm à 80 cm et est accessible aussi par des escaliers de 3 marches sur deux côtés. La structure du bâti existant est contraignante et la mise en place d'une rampe fixe ou amovible réduirait l'espace utilisable en allant contre l'activité propre de l'établissement qui repose sur la modularité, le déplacement de la scène.

Les mesures proposées sont :

- traitement des escaliers d'accès (3 marches) à la scène sur deux côtés (contrastes des première et dernière marches, mises en place de bandes d'éveil à la vigilance, main courante rétractables),
- plateforme mobile PAV 1100 pouvant franchir jusqu'à 1100 mm.

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 avril 2017 pour la partie neuve (extension),
Conformément aux dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2014 pour la partie existante,
Considérant les pièces complémentaires reçues le 16/12/2022,

Prescriptions communes :

- Art.4- accès :

Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel est facilement repérable par un contraste visuel ou une signalétique répondant aux exigences définies à l'annexe 3, détectable et n'est pas situé dans une zone sombre.

Le lecteur de badge situé à l'entrée de l'annexe est situé à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant et à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m.

- Art.6- circulations intérieures :

Les aménagements des salles ont des largeurs minimum de 1,40 m avec réductions ponctuelles possibles à 1,20 m.

- Art.16- emplacements assis :

Les robinetteries situées dans les douches adaptées des loges sont situées latéralement par rapport à l'équipement permettant de s'asseoir.

Prescriptions pour la partie neuve :

- Art.12- sanitaires :

Le sens de transfert est indiqué sur la porte de chaque cabinet d'aisances adapté par un pictogramme adapté.

Prescriptions pour la partie existante :

- Art.10- portes :

En cas de travaux ou de leur renouvellement, les portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif d'ouverture présentent un contraste visuel par rapport à leur environnement.

- Art.11- équipements :

La billetterie / Bar est repérable grâce notamment à un éclairage particulier ou à un contraste visuel ainsi que par un contraste visuel ou tactile.

Les éléments de signalisation et d'information répondent aux exigences définies à l'annexe 3.

Dans le cas de guichets d'information ou de vente manuelle, lorsque la communication avec le personnel est sonorisée, le dispositif de sonorisation est équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique, signalé par un pictogramme.

- Art.19- caisse :

La billetterie / Bar est munie d'un affichage directement lisible par l'utilisateur afin de permettre aux personnes sourdes ou malentendantes de recevoir l'information sur le prix à payer.

- **sur la dérogation : Favorable**

Considérant les éléments reçus le 16/12/2022,

Considérant que la demande de dérogation est justifiée par un homme de l'art,

Considérant que l'accès à la scène est permis par des marches accessibles sur deux côtés,

Considérant le projet d'une plateforme élévatrice mobile,

Considérant que le maître d'ouvrage s'engage à souscrire un contrat d'entretien et de dépannage dans le but d'assurer un usage permanent du matériel et prévoit des délais d'intervention très courts en cas de panne, sous peine de pénalité ,

Considérant que le personnel de l'établissement sera formé à l'usage de cet appareil et à l'assistance aux personnes en situation de handicap,

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions et recommandations énumérées ci-dessus.

A TOULOUSE, le mardi 10 janvier 2023

Pour le Préfet

La présidente de la commission



Mme HAJAJOU Sandra

NOTA :

- Cet établissement fera l'objet d'une visite d'autorisation d'ouverture à l'achèvement des travaux par la Commission d'Accessibilité compétente.

- Le Décret n°2017-431 du 28/03/2017 rend obligatoire l'élaboration et la mise à disposition d'un registre public d'accessibilité par les exploitants d'ERP. Ce registre précise les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéfi-

cier des prestations en vue desquelles l'établissement a été conçu. Ce registre doit être mis à disposition du public à compter du 30/09/2017 (art.3).

L'arrêté du 19/04/2017 fixe le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité.

A voir sur : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp>

Il vous est rappelé que, pour la partie existante, dans le cadre d'un Ad'AP approuvé, le demandeur doit transmettre :

- un point de situation à un an,
- un bilan à mi-parcours,
- un bilan de fin d'Ad'AP.
- des attestations d'achèvement des travaux, dans les deux mois qui suivent la fin des travaux.

L'attestation d'accessibilité peut être transmise via le site démarche simplifié :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/attestation-d-accessibilite-erp-siret>

Les établissements non déclarés conformes au terme de l'Ad'AP approuvé, s'exposent à la fois à des sanctions administratives et à des sanctions pénales.